

La Lettre

de la Fondation de la Résistance

Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993.
Sous le Haut Patronage du Président de la République
n° 108 – mars 2022 – 5,50 €



AUX IMMIGRÉS COMBATTANT DANS LES RANGS DES F.F.I.

Les forces de la liberté ont déclenché la bataille décisive.

A côté des Alliés qui écrasent l'armée allemande en France, en Russie, en Italie, les héros-partisans passent à l'offensive dans tous les pays occupés.

**L'assaut final contre la barbarie hitlérienne
est commencé.**

La victoire est proche.

Un monde d'esclavage, de misère, de guerre s'écroule...

Votre participation enthousiaste et opiniâtre à cette phase décisive de la bataille est d'une importance capitale.

Votre lutte sur le sol de la France est la lutte pour libérer votre pays de la hétéro-fasciste.

Votre sang qui arrose le sol de la France est le ciment le plus pur et le plus unifié pour toujours nos peuples au peuple français.

Dossier thématique

Les étrangers dans la Résistance

Histoire d'objets de la Résistance

Cette rubrique de *La Lettre* présente, chaque trimestre, l'histoire d'un objet emblématique de la Résistance. Elle montre comment ces objets ont marqué durablement l'histoire et la mémoire de la Résistance. Les lecteurs peuvent retrouver d'autres objets commentés de la sorte grâce au musée de la Résistance en ligne www.museedelaresistanceenligne.org



Le matériel d'impression artisanal de la Résistance

Dès les premières heures de l'Occupation, des résistants rédigent des papillons, des tracts et des journaux clandestins qui sont autant de supports permettant de lutter contre la propagande allemande et vichyste. Contre vents et marées, ils tentent de redonner espoir aux millions de Français encore traumatisés par la défaite pour les amener à rejoindre leurs rangs. Pour ces pionniers, la tâche est compliquée du fait de la pénurie de papier et d'encre qui s'installe dès l'automne 1940, du contrôle très strict des moyens de reproduction exercé par les autorités mais surtout de la répression.

Des moyens de reprographie rudimentaires

Les premiers procédés d'impression utilisés par les résistants sont souvent rudimentaires et chronophages. Ceux-ci utilisent bien souvent les moyens qui font partie de leur univers professionnel sans exclure pour autant du matériel d'impression des plus inattendus. C'est ainsi que le premier numéro du journal clandestin *Valmy*, celui de janvier 1941, a été imprimé par Raymond Burgard à l'aide d'une imprimerie pour enfant. En raison du faible nombre de caractères mobiles pouvant tenir sur le tampon (4 lignes) il a fallu près d'un mois pour imprimer 50 exemplaires de *Valmy* (quatre colonnes s'étalant sur un recto-verso).

Une des méthodes de reproduction plus fréquemment utilisée consiste à dupliquer le texte des tracts ou des journaux à l'aide d'une machine à écrire sur le cylindre de laquelle était placée une succession de feuilles de papier classique alternant avec du papier carbone. En frappant la feuille de papier, les caractères de la machine venaient retranscrire le texte sur les autres feuilles placées en dessous grâce au carbone. Cette méthode reste très lente et peu rentable puisqu'elle permet au maximum d'obtenir la reproduction d'une demi-douzaine d'exemplaires en plus de l'original. En décembre 1940, le syndicaliste Christian Pineau publie le premier numéro du journal *Libération* (zone Nord) en 7 exemplaires grâce à cette technique. Dans ses mémoires, il rappelle que les « *exemplaires sont envoyés par la poste à l'adresse de camarades qui possèdent des Ronéos* »⁽¹⁾.

La ronéo, un duplicateur adapté au combat clandestin

La ronéo est une machine à polycopier très appréciée par les résistants car elle présente de nombreux avantages pour le combat clandestin. Son faible encombrement permet de la dissimuler facilement. Elle ne nécessite pas de connaissances techniques particulières pour la mettre en œuvre. Elle offre une large gamme d'expression puisqu'elle permet de reproduire des textes dactylographiés, des têtes tracées à la main, mais aussi des dessins et des cartes. Très rustique et mobile, elle peut être transportée sur une bicyclette et ne nécessite pas d'alimentation électrique pour la faire fonctionner. Elle est beaucoup moins bruyante qu'une machine d'imprimerie même la plus modeste. De plus, c'est un matériel de reproduction de bureau que l'on trouve à l'époque dans les entreprises, les mairies, les paroisses mais aussi dans les associations de jeunesse comme les scouts et avant la guerre dans les syndicats pour réaliser des tracts ou des bulletins. Après l'armistice, avant qu'il soit obligatoire de déclarer aux autorités les ronéos, beaucoup d'anciens syndicalistes ou de militants politiques qui en possédaient les dissimulèrent. C'est le cas de Georges Guingouin, ancien responsable de la section du Parti communiste à Eymoutiers (Haute-Vienne) qui à l'aide de sa ronéo diffusa ses premiers tracts en 1940⁽²⁾ alors que le PC est interdit.

Pour reproduire des tracts ou des journaux clandestins avec une ronéo, il faut au préalable réaliser une matrice appelée *stencil* (mot anglais qui signifie « pochoir »). C'est une feuille fine et très résistante que l'on vient micro-perforer de deux manières différentes. Pour obtenir des textes dactylographiés on utilise une machine à écrire dont on a ôté le ruban encreur afin que les caractères métalliques viennent directement frapper le *stencil*. Pour réaliser des têtes, des cartes et des dessins on emploie un stylet tandis que la feuille est placée sur une plaque métallique. La matrice obtenue est ensuite placée en miroir sur le tambour rotatif de la ronéo. À l'aide d'une manivelle, l'opérateur vient presser la matrice contre la feuille de tirage. L'encre grasse de type imprimerie traverse alors le *stencil* au niveau des perforations pour s'imprimer

Imprimerie pour enfant (4 x 12 x 9 cm), achetée au rayon jouets du Bazar de l'Hôtel de Ville à Paris pour contourner les interdictions visant le matériel d'impression. Elle a permis de réaliser le premier numéro du journal clandestin *Valmy*.

sur la feuille de tirage. Avec cette technique le nombre de copies dépasse rarement les 200 exemplaires.

Même si les résistants ont de plus en plus recours à des imprimeurs professionnels, ces techniques artisanales continueront d'être utilisées jusqu'à la Libération. Madeleine Riffaud témoigne qu'en 1942-1943 elle fabriquait encore des tracts « *avec un jeu d'enfant aux lettres de plomb, Le petit Imprimeur, qu'on trouvait chez les marchands de jouets* »⁽³⁾.

Jusqu'en 1943, la presse clandestine est davantage ronéotée qu'imprimée. Il faut attendre 1944 pour que cette proportion s'inverse dès lors que certains titres augmentent considérablement leurs tirages. Néanmoins, la presse ronéotée reste très abondante, car l'emploi de cette technique pose moins de problèmes de logistique et de sécurité. De plus, ce mode d'impression convient parfaitement aux petits tirages des feuilles locales ou spécialisées que l'on trouve surtout dans la contre-propagande communiste. ●

Frantz Malassis

(1) Christian Pineau, *La Simple vérité. 1940-1945*, Paris, édition Phalanx, 1983, p. 89.

(2) Dès le 17 juin 1940, Edmond Michelet imprime à l'aide d'une ronéo de l'imprimerie de Frédéric Malaure le premier tract d'appel à la résistance qui sera distribué de façon confidentielle dans des boîtes aux lettres de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) courant juin.

(3) Article de Juliette Bénabent « Franc-tireuse de tous les combats » in *Télérama* n° 3736 du 18 août 2021. Née en 1924, Madeleine Riffaud entre dans la Résistance à 18 ans au sein des FTP de la région parisienne.



Sommaire

DOSSIER THÉMATIQUE

Les étrangers dans la Résistance

- Le rôle des étrangers dans la Résistance française p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Les résistants allemands et autrichiens en France : l'histoire du Travail Allemand (1941-1943) p. VI
Par Cécile Denis
- Les Russes dans la Résistance p. VII
Par Fabrice Grenard
- La Nueve : des Espagnols dans la France libre p. VIII
Par Frantz Malassis

Histoire d'objets de la Résistance p. 2

La vie de la Fondation de la Résistance

- Activités du département recherche et pédagogie p. 4
- Activités du département AERI p. 5
- Activités du département documentation et publications p. 8

À lire p. 6

Les activités de l'association des Amis de la Fondation de la Résistance p. 7

Les articles publiés dans cette revue ne peuvent être reproduits sans l'autorisation préalable et écrite du directeur de la publication. Les auteurs sollicités par le comité de rédaction sont responsables du contenu de leurs articles.

Malgré toutes les démarches entreprises, la Fondation de la Résistance n'a pas pu retrouver les ayants droit de certaines photographies et œuvres graphiques. Les personnes disposant de ces droits peuvent prendre contact avec la Fondation de la Résistance.

Éditeur : Fondation de la Résistance
Reconnue d'utilité publique par décret du 5 mars 1993. Sous le Haut Patronage du Président de la République
30, boulevard des Invalides - 75007 Paris
Téléphone : 01 47 05 73 69
Site internet : www.fondationresistance.org
Courriel : contact@fondationresistance.org
Directeur de la publication : Gilles Pierre Levy,
Président de la Fondation de la Résistance.
Rédacteur en chef : Frantz Malassis.
Comité de rédaction : Fabrice Bourrée,
Fabrice Grenard, Frantz Malassis, Hélène Staes.
Contributeurs : Cécile Denis, Jean Novosseloff.
Fichier des abonnés : Marie-Christine Vignon.
Maquette et impression : humancom -
2 bd du général de Gaulle - 92120 Montrouge.
Revue trimestrielle. Abonnement pour un an : 20 €. n° 108 : 5,50 €
Commission paritaire n° 1125A07588
ISSN 1263-5707 (imprimé)
ISSN 2679-1595 (en ligne)
Dépôt légal : mars 2022

La situation de crise qu'a dû gérer la France, comme le reste du monde, au moment de la pandémie de la Covid-19 a nécessité des mesures exceptionnelles limitant parfois nos libertés individuelles et mettant largement entre parenthèses notre vie sociale. Ces mesures dictées par la volonté de protéger l'ensemble de nos concitoyens face à cette maladie inconnue et le renoncement temporaire à certaines de nos libertés n'ont pas toujours été bien compris par certains Français notamment lors de la mise en place du pass sanitaire. Ceux-ci, par méconnaissance ont parfois fait un parallèle désastreux entre la situation qu'ils vivaient et celle de la France sous l'occupation allemande.

Aussi, comme vous, j'ai été consterné, le 13 décembre dernier, lorsque j'ai vu les images de la façade du

Mémorial de la France Combattante au Mont-Valérien (Hauts-de-Seine) qui avait été vandalisée dans la nuit. Une inscription « ANTI PASS » avec les deux S tracés pour ressembler à l'insigne de la SS s'étalait sur une grande partie du monument. Ce geste est pour moi une véritable insulte aux femmes et aux hommes de la Résistance intérieure et de la France libre et aux sacrifices qu'ils ont consentis pour retrouver la liberté et redonner l'indépendance à notre Nation. Cette inscription profanatoire montre malheureusement tout l'impact que peuvent avoir les comparaisons historiques simplistes sur une partie de notre population.

De même, certains arguments avancés pour justifier l'invasion d'une démocratie, l'Ukraine, trois fois moins peuplée et beaucoup moins armée, présentée comme une menace vitale par un pays de plus en plus dictatorial de 150 millions d'habitants, ne sont pas sans rappeler ceux qualifiant en 1938 la Tchécoslovaquie de « pistolet pointé » au cœur d'une Allemagne quatre ou cinq fois plus peuplée et puissamment armée.

Face à cette désinformation, qui embrase les réseaux sociaux et qui est bien souvent prise comme vérité première, il nous faut sans cesse rappeler ce que fut la réalité de l'occupation allemande et ce qu'ont représenté le combat et les valeurs de la Résistance dont la grande force a été de surmonter ses divisions pour s'unir, comme l'atteste la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943. Elle a su faire taire ses divergences et dépasser les individualités au profit d'un collectif et de l'intérêt général pour, au final, être en mesure de restaurer la République.

Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire pour la Fondation de la Résistance de rappeler la réalité de cette sombre page de notre Histoire éclairée par une cohorte de volontaires qui refusa la défaite et l'Occupation. Il est important d'enseigner l'histoire de la Résistance aux plus jeunes notamment grâce au Concours national de la Résistance et de la Déportation que nous considérons comme la pierre angulaire de la transmission de l'histoire et de la mémoire de la Résistance. Les leçons civiques que les jeunes générations en tireront leur permettront de rester attachés à la liberté et à la démocratie pour lesquels se sont battus autrefois les Résistants. Ainsi, ils deviendront de futurs citoyens éclairés qui constitueront autant de remparts aux dérives autoritaires dont la première arme est la désinformation. ●



Le mot du Président



Gilles Pierre LEVY

Président de la Fondation de la Résistance

La Fondation vous invite à la journée nationale de la Résistance le vendredi 27 mai 2022

Le 27 mai prochain, dans le cadre de la journée nationale de la Résistance commémorant l'anniversaire de la séance constitutive du Conseil national de la Résistance, la Fondation présidera comme chaque année la cérémonie quotidienne du ravivage de la Flamme sur la tombe du soldat inconnu. La Fondation de la Résistance y présentera symboliquement plusieurs drapeaux qui lui ont été confiés par des associations issues de la Résistance lors de leurs dissolutions.

Nous vous invitons à venir partager ce moment de recueillement avec les membres du conseil d'administration de la Fondation de la Résistance.

Réserver cette date dans vos agendas.

Rendez-vous à 17h30 heures sous l'Arc de Triomphe.

Activités du département recherche et pédagogie

Colloques et manifestations scientifiques

La Fondation reste très impliquée dans l'organisation de manifestations scientifiques qui permettent de continuer les recherches et travaux collectifs autour de l'histoire de la Résistance. Cette mission apparaît d'autant plus nécessaire que l'on assiste ces derniers temps à la résurgence de différentes formes de révisionnismes autour de la période de la Seconde Guerre mondiale.

Co-organisé par la Fondation, l'Université de Caen et le mémorial de Caen, le colloque intitulé « la Résistance pionnière au prisme des archives de la répression », s'est déroulé les 1^{er} et 2 décembre 2021. Placé sous la direction scientifique de Fabrice Grenard (Fondation de la Résistance) et Gaël Eismann (Université de Caen), il a réuni 16 intervenants. Les travaux présentés ont permis de montrer à la fois quelles avaient été les premières formes d'opposition et de refus au cours de la première année de l'Occupation ainsi que la façon dont les autorités vichystes et allemandes les percevaient. Un public d'environ 80 personnes

a assisté aux différentes présentations, qui ont également été retransmises en direct sur la chaîne YouTube du Mémorial de Caen.

Pour l'année 2022, la Fondation figure avec l'équipe du Maitron, l'Université Clermont-Auvergne et le centre d'histoire sociale de l'Université Paris I, parmi les différentes institutions qui préparent la tenue d'un colloque intitulé « Mourir au maquis, mourir pour le maquis », programmé sur deux journées les 14 et 15 avril 2022 à Clermont-Ferrand.

L'équipe de la Fondation intervient également régulièrement dans les manifestations organisées par des institutions partenaires. Frantz Malassis et Fabrice Grenard ont ainsi participé à la journée d'études consacrée à la bataille de Koufra qui s'est tenue le 26 novembre 2021 dans l'amphithéâtre de la Préfecture d'Ile-de-France. Leur communication commune portait sur l'écho de cette première victoire militaire remportée par la France libre dans l'opinion française et la Résistance intérieure. Les actes de cette journée



Philippe de Lesrange

co-organisée par les Fondations maréchal Leclerc et de la France libre ainsi que l'Ordre de la libération et Paris-Sorbonne Université seront prochainement publiés aux Presses universitaires de la Sorbonne. ●

FG

Actualités de la chaîne YouTube de la Fondation de la Résistance

De nouvelles vidéos réalisées par la Fondation de la Résistance ont été mises en ligne sur la chaîne YouTube de la Fondation de la Résistance⁽¹⁾. Une première permet à Fabrice Grenard, directeur historique de la Fondation, de présenter le dossier thématique de *La Lettre de la Fondation de la Résistance* (n° 105, juin 2021) consacré aux délégués militaires régionaux (DMR). Une deuxième invite les internautes à découvrir le livre de Fabrice Bourrée, *Retracer le parcours d'un résistant. Guide d'orientation dans les fonds d'archives*, paru aux éditions Archives & Culture en 2020. Une troisième vidéo présente l'intérêt pour l'histoire de la Résistance de la publication des mémoires de Jacques Lecompte-Boinet (*Mémoires d'un chef de la Résistance. Zone Nord, Alger, Londres*, éditions du Félin, coll. Résistance-Liberté-Mémoire, 2021), dont l'édition critique a été établie par Bruno Leroux. Enfin, le témoignage de Jean-Marie Delabre, membre du mouvement Défense de la France, filmé par l'Association pour des Études sur la Résistance

intérieure en 2009 dans le cadre de l'opération « Valeurs de la Résistance, Valeurs des jeunes d'aujourd'hui », permet à la Fondation d'enrichir la *playlist* « Paroles de résistants ». ●

HS



(1) Sur la plate-forme vidéo YouTube (www.youtube.com) consulter la chaîne « Fondation de la Résistance ».

Des actions de médiation

Le service pédagogique de la Fondation a mené des actions de médiation auprès des publics scolaires et des publics empêchés pour leur faire connaître l'histoire et la mémoire de la Résistance. Des rencontres ont eu lieu cet automne avec des élèves du collège Eugène Delacroix à Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne) et des élèves du département de Mayenne à Laval à l'invitation de la DSDEN dans le cadre de la préparation du CNRD sur le thème « La fin de la guerre. Les opérations, les répressions, les déportations et la fin du III^e Reich (1944-1945) ». Hélène Staes a aussi accompagné Claire Vidoni, du Théâtre de l'Imprévu, au centre pénitentiaire de Meaux-Chauconin (Seine-et-Marne) dans le cadre d'un projet culturel mené sur Germaine Tillion. Des classes du département de la Charente ont été guidées dans des lieux culturels à Paris par Hélène Staes et Frantz Malassis. Hélène Staes et Fabrice Grenard ont animé un atelier pédagogique au mémorial de la Shoah à Paris sur *L'Affiche rouge*. Enfin, à l'invitation de Michèle Soult, vice-présidente de l'AFMDT 16 et membre des Amis de la Fondation de la Résistance, Hélène Staes est intervenue le 7 février à Confolens (Charente) pour présenter le film *Blanche et Marie* de Jacques Renard. Fabrice Grenard a quant à lui présenté le 7 mars à Angoulême l'exposition « Les femmes dans la Résistance » conçue par la Fondation de la Résistance. ●

HS

Thème du CNRD (2022-2023)

Le 9 mars 2022, le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Jean-Michel Blanquer, a annoncé le thème de la session 2022-2023 du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Il est libellé comme suit : « **L'École et la Résistance. Des jours sombres aux lendemains de la Libération (1940-1945)** ». La Fondation de la Résistance est chargée de la coordination de la brochure pédagogique. Le comité de rédaction se réunira sous la direction de l'inspecteur général Tristan Lecoq, président du jury national des correcteurs du CNRD.

LA LETTRE

LES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE

Peu connu, et parfois même minoré pour mieux valoriser la dimension « nationale » de la Résistance en France, le rôle des étrangers dans la Résistance française n'en a pas moins été très important. Il s'explique en grande partie par un engagement antifasciste précoce notamment pour les réfugiés venus s'installer en France au cours des années 1930 pour fuir l'Italie mussolinienne, l'Allemagne hitlérienne ou l'Espagne franquiste. Du fait de leur profil, les étrangers ont plus particulièrement participé à certaines formes du combat clandestin comme le travail de renseignement au sein des réseaux, les actions de contre-propagande menées au cœur même de l'armée allemande ou bien encore la lutte armée.

Le rôle des étrangers dans la Résistance française

Par Fabrice Grenard

Pays d'immigration et terre d'accueil, la France compte à la veille de la Seconde Guerre mondiale environ trois millions d'étrangers et 600 000 personnes récemment naturalisées sur un total de 42 millions d'habitants, ce qui représente une population immigrée d'environ 7,5 %. Cette proportion a triplé depuis 1914. La saignée de la Première Guerre mondiale et les nécessités de reconstruire un territoire meurtri par quatre années de combats entraînent au cours des années 1920 le recours à une importante main-d'œuvre étrangère. Italiens et Polonais fuient notamment le sous-emploi endémique de leur pays pour venir travailler dans l'industrie française. À cela s'ajoute une immigration politique. La France, pays des droits de l'Homme, apparaît comme l'une des principales terres de refuge pour les populations fuyant les régimes « totalitaires » qui se développent en Europe. Au cours des années 1920, deux catégories se distinguent : les « Russes blancs » qui quittent la Russie après la révolution bolchevique et les Italiens antifascistes qui franchissent la frontière après l'accession au pouvoir de Mussolini. Cette immigration politique s'accélère dans les années 1930. À partir de 1933, la France devient une terre de refuge pour les antinazis allemands, puis à partir de 1938 pour les opposants des premiers territoires annexés ou occupés par le Reich (Autriche, Tchécoslovaquie). La victoire des troupes nationalistes contre celles de la République espagnole et la mise en place du régime franquiste en 1939 entraînent la *retirada* de 450 000 républicains espagnols qui franchissent les Pyrénées pour se réfugier en France.

Les étrangers pris au piège dans la France vaincue et occupée

Dans le contexte de la crise des années 1930, l'augmentation des flux migratoires vers la France provoque une forte poussée de xénophobie. La fin du Front populaire, avec la formation d'un gouvernement de centre-droit dirigé par Édouard Daladier, s'accompagne d'un raidissement de la politique d'accueil. Le ministère de l'Intérieur et les préfets



▲ Défilé des FTP-MOI du groupe Marat sur le Vieux-Port à Marseille le 29 août 1944.

En tête, en chemise claire se tient le chef de ce groupe l'Allemand Max Brings. À gauche, Mihail Florescu, un Roumain qui deviendra par la suite ministre de Ceausescu. Au second rang, un Albanais, Veli Dedi porte le drapeau français entouré de Gilbert Dargemont et de Nathan Chapochnik, un juif lituanien.

reçoivent le pouvoir en mai 1938 d'expulser ou d'assigner à résidence tout étranger en situation irrégulière puis, le 12 novembre 1938, d'interner les « étrangers indésirables » dans des « centres spécialisés ». Le premier camp d'internement ouvre ses portes à Rieucros, en Lozère, en février 1939. Au cours des mois suivants, d'autres camps se développent afin d'y concentrer les réfugiés espagnols, à Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien, Barcarès et Arles-sur-Tech.

L'entrée en guerre de la France s'accompagne d'une importante extension de l'internement administratif, pour des raisons à la fois de sécurité et de sûreté. Les premiers concernés sont les ressortissants des puissances ennemies. Dès la première semaine de septembre 1939, les Allemands (et ex-Autrichiens) présumés dangereux sont arrêtés. Les autres sont invités à rejoindre avec leur valise des centres de rassemblement avant d'être répartis ensuite dans l'un des camps d'internement créés à travers la France

SOMMAIRE

- Le rôle des étrangers dans la Résistance française p. I à V
Par Fabrice Grenard
- Les résistants allemands et autrichiens en France : l'histoire du Travail Allemand (1941-1943) p. VI
Par Cécile Denis
- Les Russes dans la Résistance p. VII
Par Fabrice Grenard
- La Nueve : des Espagnols dans la France libre p. VIII
Par Frantz Malassis



▲ Anatole Lewitzky.

Anthropologue d'origine russe et naturalisé français, Anatole Lewitzky combat pour la France en 1939-1940. Il est avec Boris Vildé le cofondateur au début de l'Occupation du groupe dit du musée de l'Homme.

nous des gens qui depuis longtemps sont dénationalisés, c'est-à-dire déchus de la nationalité allemande et qui, à la suite de cela, ont obtenu une sorte de passeport français pour étrangers ».

La défaite de mai-juin 1940 face aux armées du Reich et l'armistice signé avec l'Allemagne à Rethondes, le 22 juin 1940, font de la France un véritable piège pour ceux qui avaient fui le nazisme et pensaient avoir trouvé refuge dans le pays des droits de l'Homme. L'une des clauses les plus déshonorantes de la convention d'armistice, l'article 19, impose à la France de livrer aux autorités allemandes les ressortissants du Reich qui avaient fui leur pays d'origine. La convention d'armistice signée quelques jours plus tard avec l'Italie comprend la même disposition (article 21) pour les ressortissants italiens. Une menace considérable pèse désormais sur les antinazis allemands ou antifascistes italiens, qui doivent basculer dans la clandestinité ou fuir la France grâce à des filières comme celle développée à Marseille par Varian Fry.

Les étrangers deviennent également l'une des cibles du nouveau pouvoir qui s'installe au cours de l'été 1940 sous la direction du maréchal Pétain. Le régime de Vichy fait des immigrés des « boucs émissaires » de la défaite. Il adopte des mesures de dénaturalisations et de surveillance très strictes des étrangers, en particulier contre les Espagnols et les Juifs étrangers. Des Groupements de travailleurs étrangers (GTE) sont institués par une loi du 27 septembre 1940 pour succéder aux Compagnies de travailleurs étrangers (CTE) qui avaient déjà été créées sous la III^e République. Ces GTE permettent à la fois d'exclure les étrangers de l'économie pour lutter contre le chômage, de mieux les contrôler en les assignant à des centres de séjours surveillés ou camps

© Service historique de la Défense, Vincennes, Fonds du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale

d'internement et de les mobiliser pour construire avec une main-d'œuvre bon marché différentes infrastructures nécessaires au pays (barrages, routes, travaux forestiers).

Les étrangers, acteurs majeurs de la Résistance pionnière en France

Parce qu'ils sont à la fois les plus avertis des dangers du nazisme et les premiers touchés par les mesures de répression et de persécution, les étrangers occupent une place importante au sein de la Résistance pionnière qui se développe à partir de l'été et de l'automne 1940. Dans les communautés de républicains espagnols, d'Italiens antifascistes, d'Allemands et Autrichiens antinazis ou originaires des pays d'Europe centrale occupés par le Reich (Polonais, Tchèques) se trouvent logiquement des personnes politisées pour lesquelles le fait de résister à l'occupation allemande n'est que la suite logique de leur engagement antifasciste d'avant-guerre. Pour certains qui ont pu bénéficier d'une naturalisation récente au titre de la loi de 1927 facilitant l'accès à la nationalité française, cet engagement précoce s'explique également par un attachement aux valeurs républicaines et à la politique d'intégration française que le régime de Vichy souhaite voir disparaître. L'une des premières mesures adoptées par le nouveau pouvoir consiste d'ailleurs à permettre avec une loi du 22 juillet 1940 l'annulation des naturalisations obtenues depuis 1927. 15 154 personnes, dont 6 000 Juifs, sont déchues de leur nationalité au titre de cette loi, devenant dès lors des apatrides.

En zone occupée, à Paris, l'un des premiers noyaux de résistants naît dès le mois de juillet 1940, au musée de l'Homme. Avec la bibliothécaire du musée, Yvonne Oddon, les principaux fondateurs et animateurs de cette organisation pionnière sont deux chercheurs russes fraîchement naturalisés, le linguiste Boris Vildé et l'anthropologue Anatole Lewitzky. Né à Pétrograd en 1908, réfugié en France avec sa famille lors de la révolution bolchevique et naturalisé français en 1936, Vildé, chef du département des civilisations arctiques au musée, s'impose comme le chef de l'organisation. Mobilisé en 1939 et fait prisonnier en juin 1940, le linguiste a immédiatement refusé la défaite et la captivité. Il s'évade et regagne Paris le 5 juillet 1940 après un périple de 300 kilomètres. Ayant repris ses fonctions au musée de l'Homme, il multiplie les initiatives pour développer le mouvement de résistance et établir des contacts avec d'autres groupes de résistants en formation en zone Nord mais aussi en zone Sud où il effectue un voyage à la fin de l'hiver 1940. Cette activité résistante s'interrompt brutalement le 26 mars 1941 lorsque Boris Vildé, victime d'une trahison, est arrêté. Lors du procès, dit de l'affaire du musée de l'Homme, qui se tient en janvier 1942 devant le tribunal militaire allemand,

Boris Vildé ►

Linguiste d'origine russe et naturalisé français, Boris Vildé s'impose comme le chef du groupe dit du musée de l'Homme qu'il fonde avec Anatole Lewitzky au cours de l'été 1940.

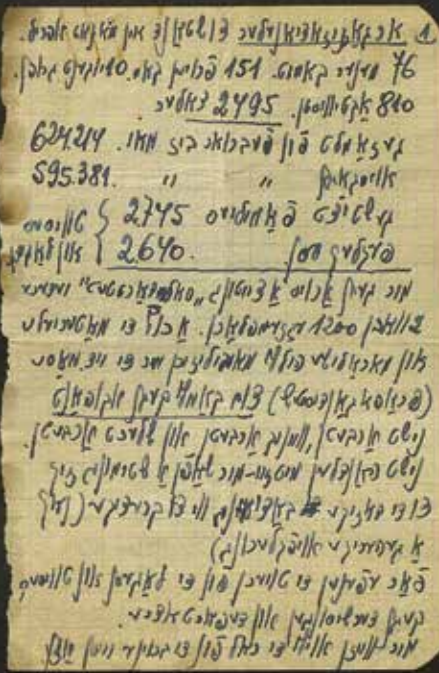


Musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne

Vildé endosse toutes les responsabilités et tente de décharger ses camarades. Il est condamné à mort et fusillé au Mont-Valérien avec six de ses compagnons parmi lesquels se trouve également Anatole Lewitzky. L'engagement de ce linguiste d'origine russe jusqu'au sacrifice ultime s'explique par un attachement profond à son pays d'adoption qu'il appelait toujours « ma France ».

Des militants d'origine étrangère jouent également un rôle important dans la reconstitution clandestine du Parti communiste en région parisienne au début de l'Occupation. Dans l'entre-deux-guerres, la stratégie mise en place par le PC pour attirer les travailleurs immigrés et les encadrer consiste à les intégrer dans les cellules communistes traditionnelles tout en leur permettant d'avoir une structure spécifique organisée en sous-sections par nationalités ou par langues. Cette organisation, d'abord appelée en 1923 le bureau de la Main-d'œuvre étrangère (MOE) devient en 1932 la Main-d'œuvre immigrée (MOI). En 1935, la MOI comprend une dizaine de groupes de langues qui disposent chacun d'une direction et d'un journal. Si les Juifs peuvent être membres de diverses sections en fonction de leur pays d'origine (Pologne, Hongrie...), une section juive est également créée. Elle se révèle comme l'une des plus dynamiques de la MOI avec le développement de nombreuses associations et la publication d'un journal quotidien en yiddish, *Naye Prese*, diffusé à 10 000 exemplaires, ce qui en fait le plus important quotidien yiddish en Europe de l'Ouest.

Comme l'ensemble des organisations affiliées au PC, la MOI est interdite en septembre 1939 par le gouvernement Daladier du fait du pacte germano-soviétique. Elle se reconstitue dans la clandestinité au cours de l'été 1940. Dans le 20^e arrondissement de Paris, le polonais Henri Krasuki, aidé de sa compagne Paula Szlifke (Paulette Sarcey) dote la MOI d'une section jeunesse dont les membres se montrent particulièrement entreprenants pour mener des actions de propagande contre le régime de Vichy. Début septembre 1940 se tient à Paris en présence de deux dirigeants de la MOI, Louis Gronowski et Jacques Kaminski (Jankel Unglik), la première réunion qui permet de reconstruire la section juive. Y participent d'anciens rédacteurs de la *Naye Prese* (Adam Rayski, David Kutner -Aron Skrobek-, Mounie Nadler) ainsi que Simon Cukier (directeur de la Clinique populaire), Jacques Ravine (Jakob Szpejter), Isaac Kristal (dirigeant de l'Ordre ouvrier, une œuvre sociale communiste), Sophie Schwartz (dirigeante des



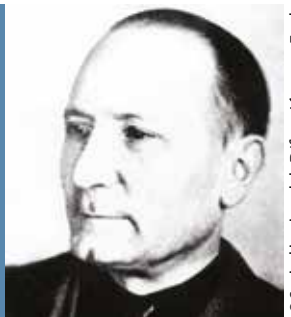
▲ Compte-rendu manuscrit en yiddish sur la situation de l'organisation Solidarité en avril 1942.

Fort de 810 militants et 2795 collecteurs annoncés, l'organisation Solidarité apporte un soutien matériel à des familles dans les prisons et dans les camps d'internement. Elle édite également un journal clandestin, *Solidarité* tiré à 1 200 exemplaires.

Femmes juives contre la guerre et le fascisme avant 1939) et Teschka Tenenbaum (militante du syndicat de la Confection). L'organisation reprend la publication de son journal, renommé *Unzer Wort* (Notre parole), et se reconstruit dans la clandestinité sous la couverture du mouvement Solidarité. À la fin de 1940, le nombre de groupes ou de comités de Solidarité dépasse la centaine en région parisienne. Pour des raisons de sécurité, chaque groupe se limite à trois personnes, conformément à la règle mise en place par l'appareil du PC pour la reconstitution des cellules clandestines de l'organisation. Derrière des activités sociales et humanitaires, Solidarité permet de diffuser la propagande communiste (distributions de tracts et diffusion de la presse clandestine du Parti). Les réunions de l'organisation servent aussi à la formation idéologique et informent les militants de la « ligne » adoptée par l'appareil qui évolue en fonction des événements extérieurs et des choix décidés par Moscou. Après une phase consistant à dénoncer la poursuite de la « guerre impérialiste » et à limiter les attaques contre les Allemands dans le contexte du pacte germano-soviétique, le PC renoue avec une ligne antifasciste claire dès lors qu'Hitler a déclenché son offensive contre l'URSS en juin 1941.

Si des étrangers peuvent s'engager au sein des organisations qui se développent dans le cadre de la Résistance française naissante, d'autres rejoignent des organisations qui leur sont propres

Mémorial de la Shoah/David Diamant



Silvio Trentin ►

Professeur de droit à l'université de Venise, Silvio Trentin se réfugie en France pour fuir le fascisme. Il est l'inspirateur en 1942 du mouvement et du journal *Libérer et Fédérer* dont l'originalité est qu'il s'adresse aussi bien aux Français qu'aux étrangers. Ce journal qui tire à 10 000 exemplaires est diffusé dans la région toulousaine et marseillaise ainsi que dans le Berry et le Bourbonnais. Silvio Trentin repart en Italie en 1943 pour y organiser la Résistance. Arrêté, il meurt à Trévise le 12 mars 1944.

et ne se fixent pas pour seul objectif de libérer la France du nazisme mais aussi les pays dont leurs membres sont originaires. C'est le cas par exemple de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWNI) constituée en 1941 grâce à Aleksander Kawalkowski, ancien consul polonais à Lille ou de l'Union nationale espagnole (UNE) qui cherche à rassembler les républicains espagnols réfugiés en France pour leur permettre de préparer la *reconquista*. Si les étrangers ont ainsi pu jouer un rôle dans la Résistance française, une résistance étrangère en France contre le nazisme a également pu exister au cours de la période.

Des formes de résistance spécifiques

Au sein de la lutte clandestine qui se développe en France, les étrangers occupent une position souvent spécifique. Les personnes originaires d'Europe centrale connaissent la langue de l'occupant. Il s'agit là d'un élément déterminant pour la recherche de renseignements. Une action particulière est également dévolue à ceux qui ont fui le *Reich* avant la guerre. Elle consiste à développer des actions de contre-propagande au sein même des troupes allemandes présentes en France notamment dans le cadre du Travail Allemand (TA) (cf. p. VI).

La présence d'étrangers au sein de la Résistance française permet également d'établir des connexions avec les organisations d'autres

pays occupés, comme certains réseaux qui se développent de façon transnationale. Des communistes originaires d'Europe centrale participent en France à des réseaux de renseignements et d'espionnage en lien avec leur pays d'origine. Certains réseaux travaillent pour l'URSS. Le plus connu était dénommé par la Gestapo l'Orchestre rouge (*Die Rote Kappelle*) par référence au « concert » d'émissions radios clandestines alimentant Moscou en informations dans un code que les Allemands ne parviennent pas à percer. Ce réseau a des ramifications en Allemagne mais aussi en Europe du Nord et en France où deux dirigeants, Léopold Trepper et Anatole Gourevitch ont installé à Paris différentes sociétés écrans. Recrutant parmi les militants communistes et antinazis qui ont fui le *Reich* et l'Europe centrale, ce réseau s'efforce de faire remonter jusqu'à Moscou des informations stratégiques sur la machine de guerre allemande. L'Orchestre rouge est en grande partie démantelé durant l'année 1942 par l'*Abwehr*. Un autre réseau important mobilisant des étrangers fut le réseau franco-polonais F2 qui recrute dans la population polonaise installée dans l'Est et le Nord de la France. Lié au gouvernement polonais exilé à Londres et travaillant directement pour les services secrets britanniques, le réseau F2 est avec le POWNI l'un des principaux éléments de la résistance polonaise non communiste développée en France.



Coll. Fondation de la Résistance

◀ Le colonel Antoni Zdrojewski alias colonel Daniel.

Parachuté en France en juillet 1943, il y prend la tête de la branche militaire de la POWNI.

Réduction ► de la médaille de la Résistance polonaise ayant appartenu au colonel Antoni Zdrojewski.



Coll. Fondation de la Résistance



▲ Combattants FTP lors de la libération de l'Indre.

Deux combattants espagnols ayant rejoint les FTP de l'Indre, Francesco Reyes (à gauche) et Millera.

© Service historique de la Défense, Vincennes, Fonds du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale

Par le biais de contacts qu'ils peuvent avoir conservé dans leurs pays d'origine, les réfugiés allemands, autrichiens, tchèques ou polonais sont les plus à même de révéler la réalité du système hitlérien et de donner certaines informations susceptibles d'être reprises par la presse résistante. *Unzer Wort*, principal titre de la presse clandestine juive, ne se limite pas à dénoncer les persécutions antisémites ayant lieu en France mais alerte aussi sur les massacres perpétrés contre les Juifs en Pologne. C'est également le réseau F2 qui prend en charge à l'automne 1942 le résistant polonais Jan Karski porteur des premières indications sur l'extermination des Juifs. Il lui permet de séjourner clandestinement en France avant de pouvoir être exfiltré par les Pyrénées pour rejoindre Londres via Gibraltar afin de transmettre au gouvernement polonais en exil des comptes rendus de la situation en Pologne et du sort réservé aux Juifs.

Des acteurs importants de la lutte armée

S'ils ont pu jouer un rôle important en matière de renseignement ou de contre-propagande, les étrangers se sont surtout illustrés dans la lutte armée dont les toutes premières formes apparaissent dès 1941-1942 mais qui s'intensifient à partir de 1943. Du fait de la captivité en Allemagne d'un million et demi de prisonniers de guerre et de la suppression du service militaire en 1940 pour les jeunes générations, la Résistance manquait d'hommes formés au métier des armes. Les volontaires qui rejoignent les différentes organisations armées développées dans la clandestinité (corps francs, maquis) étaient souvent trop jeunes pour avoir combattu en 1940. À l'inverse, de nombreux étrangers engagés dans la Résistance avaient déjà participé à la lutte armée lors des combats

clandestins en Europe centrale, combattu dans les rangs des Brigades internationales ou de l'armée républicaine lors de la guerre civile en Espagne. Cette situation explique que ces étrangers expérimentés aient été des recrues appréciées pour la lutte armée et qu'ils aient pu jouer un rôle important d'encadrement et d'instruction pour les jeunes combattants qui n'avaient souvent jamais tenu une arme de leur vie.

Les communistes sont les premiers à prôner la guérilla, dès l'été 1941, dans le contexte de l'invasion de l'URSS par l'Allemagne. Cette stratégie est directement dictée par Moscou afin de créer un climat d'insécurité pour les forces d'occupation en France et éviter que de trop nombreuses unités ne soient transférées de l'Ouest vers le front de l'Est. Le PC met en place des bataillons de jeunesse pour développer des actions de guérilla dont les membres sont souvent recrutés dans les commandos de l'Organisation spéciale de la Main-d'œuvre immigrée (OS-MOI). Quelques cadres d'expérience ayant combattu en Espagne encadrent les militants les plus jeunes. L'ancien républicain espagnol Conrado Miret i Muste dirige par exemple le groupe des Bataillons de jeunesse qui attaque au cocktail Molotov un garage de l'armée allemande dans le 17^e arrondissement de Paris le 19 septembre 1941 et l'italien Spartaco Guiso est à la tête du petit groupe

composé de Gilbert Brustlein et Marcel Bourdarias qui procède à l'attentat contre le *Feldkommandant* de Nantes le 20 octobre 1941.

À partir du printemps 1942, le parti se dote d'une branche armée, les Francs-tireurs et partisans (FTP). En région parisienne, mais aussi à Lyon (groupe Carmagnole), Grenoble (groupe Liberté), Toulouse (35^e brigade) ou Marseille (Compagnie Marat), les groupes FTP recrutent largement parmi la population immigrée. Placée sous l'autorité du colonel Gilles, Joseph Epstein, d'origine polonaise, le groupe des FTP-MOI à Paris, que commandent successivement le roumain Boris Halban et l'arménien Missak Manouchian se montre le plus actif avec un total de 229 actions entre juin 1942 et novembre 1943. Son démantèlement et le procès de ses membres entraînent une campagne de propagande allemande dite de l'Affiche rouge visant à ternir l'image de la Résistance en prétendant qu'elle n'était pas le fait de patriotes mais uniquement d'étrangers se livrant à des actions criminelles.

Les étrangers très présents dans les maquis

Lorsque les maquis commencent à se développer en 1943 dans les principaux massifs du sud de la France, ils sont rejoints par de nombreux républicains



▲ Joseph Epstein.

Ancien des Brigades internationales, Joseph Epstein, alias colonel Gilles devient chef militaire FTPF et FTP-MOI d'Ile-de-France.



Archives nationales / cote72AJ_1008

◀ Missak Manouchian.

Poète et journaliste arménien, Missak Manouchian devient ouvrier en France. Il dirige le groupe de la FTP-MOI à Paris. Le procès de son groupe fait l'objet d'une campagne de propagande allemande dite de l'Affiche rouge visant à ternir l'image de la Résistance en prétendant qu'elle n'est pas le fait de patriotes mais d'étrangers se livrant à des actions criminelles. Missak Manouchian et la grande majorité des membres de son groupe sont fusillés le 21 février 1944 au Mont-Valérien.



▲ Combattants polonais de la Résistance française dans la région de Briançon.

De droite à gauche : Czesław Kaliszewski, Marian Bulecki, Stefan Nowak, Tadeusz Hans, Kazimierz Springer, Roman Rogozinski, Adam Latacz, Piotr Paz.

Sarkis Bédoukian. ►

D'origine arménienne, Sarkis Bédoukian, combat au sein des Francs-Tireurs et Partisans-Main d'œuvre immigrée (FTP-MOI) pendant la Libération de Marseille le 21 août 1944. Il est tué les armes à la main une heure après que Julia Pirotte, ait pris ce cliché. Elle-même résistante juive polonaise, Julia Pirotte participe au sein des FTP-MOI à l'insurrection de Marseille qu'elle photographie.



© Photo Julia Pirotte/Service historique de la Défense, Vincennes, Fonds du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale

espagnols qui désertent les Groupes de travailleurs étrangers (GTE) où ils étaient internés. À partir du moment où les GTE sont le plus souvent implantés en milieu rural ou montagnard, pour effectuer des travaux forestiers ou participer à la construction de barrages, il est relativement aisé à leurs membres de rejoindre le maquis en suivant un ou plusieurs de leur leader politique ou syndical qui avait pu préparer en amont ce passage dans la clandestinité avec la Résistance locale. Ces basculements sont également favorisés par les menaces nouvelles qui pèsent sur les travailleurs étrangers, cibles particulières des premières réquisitions pour le travail en Allemagne mises en place depuis une loi du 4 septembre 1942.

Aux confins de la Corrèze et du Cantal, quelques six cents Espagnols travaillent à la construction du barrage de l'Aigle. Une cinquantaine fait le choix en 1943 de « prendre le maquis ». Ils sont répartis en quatre groupes et installés dans des camps implantés sur les pentes du Puy Violent. En Dordogne, c'est un jeune officier de l'ancienne armée républicaine, José Gonzalvo Uson, qui joue en 1943 le rôle de recruteur parmi la communauté espagnole pour les maquis locaux. Réfugié à Sarlande, il organise à partir de juin 1943 l'un des tous premiers maquis du secteur, dont il devient le chef militaire, sous le nom de *capitaine Pierre*. Il fait venir en Dordogne un ancien commandant de l'armée républicaine, Emilio Alvarez, en lui écrivant dans l'Aude, où il travaille à la mine de Salsigne. Alvarez (*Pinocho*) deviendra le chef des maquis FTP de Dordogne-nord.

La Haute-Savoie constitue un autre exemple de ces passages de républicains espagnols vers le maquis. En juin 1942 a lieu à Annecy une rencontre entre l'un des responsables locaux du mouvement Combat, Richard Andrès, et un ancien commandant de l'armée républicaine, Miguel Verra, affecté au GTE de Haute-Savoie. Miguel Verra maîtrise difficilement le français mais trouve avec Richard Andrès, dont les parents étaient Castillans, une personne avec laquelle il peut parler dans sa langue natale.

Unis par l'antifascisme, les deux hommes décident de travailler ensemble pour permettre aux républicains espagnols affectés dans le département de s'engager dans la Résistance. En avril 1943, un premier maquis d'Espagnols est constitué au mont Veyrier, bientôt suivi d'un second au col de la Colombière en mai puis d'un troisième à la Combe d'Ire et d'un quatrième à Serraval en juin. Sous le commandement de Miguel Vera, cinquante-cinq maquisards espagnols rejoindront le maquis des Glières au cours de l'hiver 1944.

Parce qu'ils ont une expérience des armes et du combat, ces anciens de la guerre d'Espagne étaient des recrues recherchées par les chefs de maquis qui n'hésitaient pas à leur confier les fonctions de cadre et d'instructeurs pour former les jeunes réfractaires n'ayant aucune expérience militaire. Georges Guingouin confie par exemple au sein de son maquis le rôle d'instructeur et de chef de bataillon à Joaquín Muro (*Quino*) qui a quitté un maquis de l'AS où il n'y avait pas d'armes pour rejoindre fin 1943 celui dirigé par l'instituteur communiste dans le secteur d'Eymoutiers.

Outre les républicains espagnols, les maquis seront également rejoints par de nombreux déserteurs de la *Wehrmacht*, notamment des combattants originaires des territoires soviétiques conquis par le *Reich* et qui ont été le plus souvent enrôlés de force. Ces désertions se multiplieront dans le contexte de l'été 1944 (cf. p. VII). Quelques maquis rassemblant des antinazis allemands qui se sont réfugiés en France se constituent également. Ancien député communiste allemand, ayant combattu au sein des Brigades internationales et réfugié en France depuis 1938, Otto Kühne quitte au printemps 1942 le GTE de Haute-Lozère où il était assigné. Il rejoint sous la fausse identité de Monsieur Schumann une petite commune du plateau de l'Aubrac, Bonnacombe, où il survit avec l'aide des militants communistes locaux. Il développera bientôt une filière permettant à d'autres antinazis allemands de le rejoindre.

Le maquis de la Fare qui se développe au cœur des Cévennes sous sa direction rassemble au début 1944 une cinquantaine d'Allemands ainsi que quelques Autrichiens, Espagnols, Tchèques et Yougoslaves.

Du fait de leur expérience, les étrangers qui ont intégré les maquis ou les différentes formations combattantes de la Résistance jouent un rôle important lors des combats de la Libération qui au cours de l'été 1944 permettent de libérer des régions entières dans le Sud-Ouest et le Centre de la France avant l'arrivée des Alliés. Ces étrangers n'ont pourtant pas eu la reconnaissance qu'ils méritaient à la fin de la guerre. Les maquis composés de résistants juifs ou d'allemands antinazis, comme ceux qui s'étaient développés dans les Cévennes, ne sont pas toujours intégrés dans les « défilés » de la victoire organisés dans les villes libérées. Si quelques-uns de ses hommes participent au défilé de Nîmes le 4 septembre 1944, Otto Kühne, le chef du principal maquis composé d'Allemands antifascistes dans les Cévennes, n'est pas associé aux cérémonies.

Surtout la fin de la guerre s'accompagne de nombreuses désillusions pour ceux qui espéraient que la lutte qu'ils avaient menée ne cesserait pas avec la libération de la France mais permettrait aussi de libérer leur pays d'origine de l'oppression. Les Polonais verront la domination soviétique succéder à l'occupation nazie. Et les quelques initiatives développées par les républicains espagnols depuis la France pour tenter de renverser Franco ne seront pas soutenues par les Alliés. Elles se termineront en fiasco, à l'image de l'attaque menée contre les troupes franquistes dans le Val d'Aran en septembre 1944. En 1950, dans le contexte de la Guerre froide, 288 résistants étrangers, dont 177 Espagnols, qui avaient appartenu aux FFI, seront même arrêtés dans le cadre de l'opération Bolero-Paprika dans tous le Sud-Ouest du fait de leurs activités communistes pour être expulsés vers la Corse et l'Algérie. ■

Des résistants allemands et autrichiens en France : l'histoire du Travail Allemand (1941-1943) Par Cécile Denis

Forme de Résistance particulière, dévolue à ceux qui ont fui le Reich avant la guerre, le Travail Allemand consiste à fournir du renseignement mais surtout à développer des actions de contre-propagande au sein des troupes allemandes présentes en France.

Le Travail Allemand (TA) est souvent présenté comme une organisation de Résistance créée par le Comité central du Parti communiste français avec les résistants germanophones au cours de l'année 1941. Placé sous l'égide de la Main d'œuvre immigrée (MOI), ce réseau est actif jusqu'en 1943 avant d'être supplanté par le Comité Allemagne libre pour l'Ouest (CALPO). Les missions du TA consistent à fournir des renseignements à la Résistance française et à effectuer un « travail de sape » au sein de l'armée allemande. L'histoire du TA se révèle passionnante car elle nous renseigne sur l'un des réseaux de résistance étrangers en France et qu'elle met au jour les relations – plus précisément les divergences et les luttes d'influence – entre les Partis communistes allemand (Kommunistische Partei Deutschlands, KPD), autrichien (Kommunistische Partei Österreichs, KPÖ) et français (PC-SFIC) en France de 1941 à 1943. Pourtant, l'histoire du TA demeure méconnue, certainement à cause de la rareté des sources, de leur éparpillement dans les archives françaises, allemandes et autrichiennes et, enfin, de la barrière de la langue. La récente mise au jour et la traduction des tracts et des journaux du TA nous amène à amender l'image perçue de ce réseau de résistance⁽¹⁾.

Le TA : un Front national pour l'Allemagne

Revenons brièvement sur le contexte de création du TA. L'année 1940 est marquée par une désorganisation générale des contacts qui avaient subsisté jusque-là entre les membres des différents partis communistes. Les militants germanophones, pour la plupart anciens membres des Brigades internationales arrivés en France après la défaite des républicains espagnols, sont internés dans des camps en tant que « sujets d'une puissance ennemie ». Certains d'entre eux, qui ont choisi de se soustraire aux contrôles des autorités françaises, peinent à survivre dans la clandestinité dans un pays dont ils ne maîtrisent pas la langue. En mai 1940, l'attaque de l'armée allemande et l'occupation de la zone Nord finissent par disloquer les dernières organisations encore en place. Dans les mois qui suivent, le principal objectif des dirigeants consiste par conséquent à reprendre contact avec les militants éparpillés et à réorganiser les réseaux. C'est dans ce contexte que le Travail Allemand (TA) est créé, en avril 1941⁽²⁾. À l'instar du Front national, il s'agit certainement moins de fonder des réseaux fondamentalement internationalistes que, concrètement, de retrouver et de regrouper les militants dispersés.

Le rôle des militants autrichiens et la mise sous tutelle du KPD

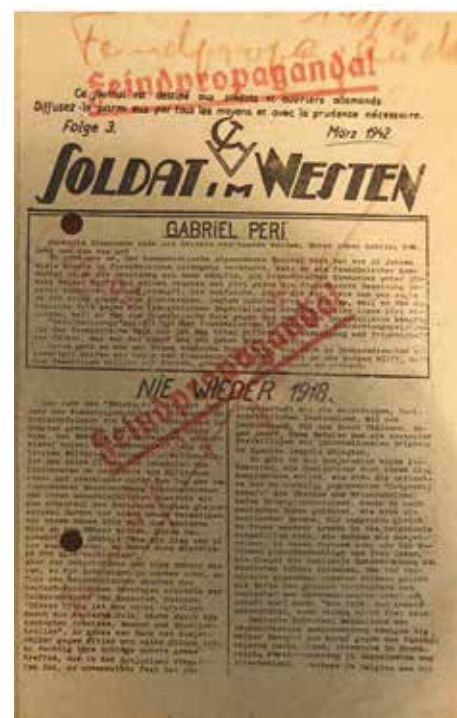
Les « Autrichiens » (dont le pays en tant qu'État a officiellement cessé d'exister depuis son annexion par l'Allemagne nazie en mars 1938) jouent alors un rôle de premier plan dans la création du réseau du TA et de sa presse. Soudés autour de la question nationale autrichienne, ils sont plus proches des positions françaises et soviétiques introduites par le VII^e Congrès de la III^e Internationale en 1935 que les vieux militants allemands jugés rigoristes. Ainsi, le « triangle de tête » – comprendre : la direction – du TA est composé d'un Autrichien militant aguerri, Leopold Hagmüller, d'un Allemand, Otto Niebergall, certes expérimenté mais dont les responsabilités étaient jusqu'alors circonscrites à un niveau régional, et enfin d'un Tchèque, Artur London, âgé d'une vingtaine d'années et parlant un allemand approximatif⁽³⁾. En somme, la création du TA s'accompagne d'un renouvellement des structures de direction du KPD dans la clandestinité (la vieille garde du KPD étant internée au camp du Vernet), sous la tutelle du KPÖ et du PC-SFIC par le truchement de la MOI ici représentée par London.

La presse clandestine du TA : libération sociale ou nationale ?

La rupture du Pacte de non-agression suite à l'attaque de l'Allemagne nazie contre l'URSS, le 22 juin 1941, libère la parole des militants germanophones qui s'empressent d'élaborer les premiers tracts en allemand dans le courant de l'été puis le premier numéro du journal *Soldat im Westen* paru mi-septembre 1941. Un deuxième journal, intitulé *Soldat am Mittelmeer*, est produit après l'occupation de la zone Sud en novembre 1942.

L'apposition de signatures à la fin de certains articles ou tracts révèle quels textes sont revendiqués par le KPÖ ou bien par le KPD. Cette tension se traduit dans le contenu : à l'intention des lecteurs autrichiens, les rédacteurs jouent sur la fibre nationale en prônant l'idée d'une guerre de libération. Pour les Allemands, en revanche, les auteurs font appel à un argumentaire internationaliste et à un élan de solidarité entre les travailleurs.

À partir de 1943, le TA cesse officiellement d'exister⁽⁴⁾ – bien que l'on retrouve des traces de ses journaux jusqu'en 1944. Cette transition accompagne la dissolution de la III^e Internationale survenue à Moscou le 15 mai 1943. Les militants sont alors regroupés en fonction de leur nationalité dans de



▲ Soldat im Westen de mars 1942.

Cette publication clandestine du Travail Allemand incite les soldats du Reich à fuir le régime hitlérien et à rejoindre les défenseurs de la liberté.

nouvelles organisations : le Comité Allemagne Libre pour l'Ouest (CALPO) et le Front autrichien de la Liberté (ÖFF). Prenant modèle sur le *Nationalkomitee Freies Deutschland* (NKFD) fondé en URSS en juillet 1943, ces nouvelles structures n'ont pas pour objectif de réaliser des projets nationaux – comme le choix de leur appellation pourrait le laisser penser – mais plutôt à étendre l'influence de l'URSS dans les futurs États d'après-guerre. ■

(1) Cécile Denis, *La résistance allemande et autrichienne en France. D'après sa presse clandestine*, Paris, Éditions L'Harmattan, 2021, 318 p.

(2) Alix Heiniger, *Exil, résistance héritage, les militants allemands antinazis pendant la guerre et en RDA (1939-1975)*, Neuchâtel, Alphil-Presses universitaires suisses, 2015, p. 35.

(3) Otto Niebergall, « Der antifaschistische deutsche Widerstandskampf in Frankreich – seine Leitung und Entwicklung », in Dora Schaul, *Resistance, Erinnerungen deutscher Antifaschisten*, Berlin, Dietz Verlag, 1973, p. 31.

(4) Stéphane Courtois, Denis Peschanski, Adam Rayski, *Le sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, pp. 307-308. Claude Collin, *Le « Travail allemand », une organisation de résistance au sein de la Wehrmacht, articles et témoignages*, Paris, Les Indes savantes, 2013, p. 122.

Les Russes dans la Résistance *Par Fabrice Grenard*

Le phénomène est peu connu et cette catégorie n'est pas forcément la première que l'on évoque au sujet du rôle joué par les étrangers dans la Résistance. Mais le rôle des Russes n'a pas été négligeable comme le montre la présence particulièrement symbolique d'un détachement de résistants russes lors du défilé de la Victoire organisé à Paris le 26 août 1944.

Une communauté russe divisée en France au début de la guerre

Il y a en France à la veille de la guerre, 64 000 Russes émigrés, auxquels il faut également ajouter 14 000 Russes qui ont été naturalisés. Ce sont essentiellement ce que l'on appelle des Russes blancs, c'est-à-dire des Russes qui ont fui leur pays au moment de la Révolution de 1917.

Au début de la guerre, cette communauté apparaît très divisée. Parmi les Russes blancs certains considèrent qu'Hitler pourrait permettre de renverser Staline. Ces partisans de l'Allemagne se recrutent surtout parmi les militaires, les anciens diplomates, les familles aristocratiques. Ils feront plutôt le choix de la collaboration sous l'Occupation. Mais il existe également une seconde catégorie d'émigrés russes dont le slogan consiste à « *n'être ni rouge ni blanc, mais Russe d'abord* » ce qui signifie que le patriotisme doit l'emporter sur toute considération idéologique. À partir du moment où Hitler représente un danger pour la Russie, il doit être considéré comme un ennemi, quel que soit le pouvoir en place à Moscou. Ce point de vue est plutôt majoritaire chez les jeunes, qui n'ont pas connu les événements de 1917. Il alimente un antinazisme qui sera propice à un engagement résistant. Une troisième catégorie enfin se compose des émigrés russes qui ont pu obtenir la nationalité française au titre de la loi de 1927 et sont donc très attachés et très reconnaissants à la France. Beaucoup d'entre-eux s'engagent dans l'armée en 1939. Ils fourniront également des recrues à la Résistance lorsque le pays sera occupé.

Parmi les Russes naturalisés qui jouent un rôle important au sein de la Résistance française figurent notamment les deux fondateurs du groupe dit du musée de l'Homme, Boris Vildé et Anatole Lewitsky, ou la musicienne Anna Marly qui décide de rejoindre Londres après la défaite et s'engage dans les Forces françaises libres. C'est elle qui compose en s'inspirant d'une mélodie russe qu'elle a entendue dans sa jeunesse la musique du *Chant des partisans* qui va devenir l'hymne officiel de la Résistance française.

Parmi les tous premiers réseaux qui se développent à Paris en zone occupée figure le réseau dit de la rue de Lourmel qui s'appuie sur une organisation ecclésiastique orthodoxe russe ayant à sa tête la mère Marie et le père Dimitri. Avant-guerre, cette organisation aidait les pauvres en leur apportant une aide. Lorsqu'arrive l'Occupation, cette aide continue à l'égard des prisonniers de guerre évadés, des Juifs, des résistants qui cherchent à se cacher.

Mère Marie est arrêtée en février 1943 et déportée à Ravensbrück où elle meurt en 1945.

Une situation nouvelle à partir de 1942

À partir de 1942, du fait du contexte de la guerre, d'importants contingents de Soviétiques arrivent sur le sol français. La majorité sont des prisonniers de guerre transférés dans des camps et des commandos de travail pour les éloigner le plus possible du front de l'Est. Certains sont également enrôlés plus ou moins de force dans la *Wehrmacht* comme troupes auxiliaires. Entre 1942 et 1944, près de 40 000 Soviétiques arrivent en France dans ce contexte particulier. Plusieurs milliers d'entre-eux cherchent à échapper à leur sort de prisonniers ou de soldats enrôlés dans la *Wehrmacht* en désertant. Mais un Russe, un Ukrainien, un Géorgien qui quitte son camp de travail en 1943-1944 ou déserte l'armée allemande est immédiatement repérable du fait de sa langue et de ses vêtements. Cette situation explique le grand nombre d'évadés russes qui rejoignent à partir de 1943 la Résistance où ils sont pris en charge. La Résistance crée d'ailleurs pour les accueillir des détachements spécifiquement soviétiques dans les régions du Nord et de l'Est où les camps de prisonniers originaires de l'URSS étaient les plus nombreux. Pour la région de Nancy, il y a par exemple en 1944, 18 détachements soviétiques au sein des FTP. Le plus célèbre est le détachement Stalingrad composé d'une trentaine d'hommes. Un détachement composé uniquement de femmes est également créé en Moselle.

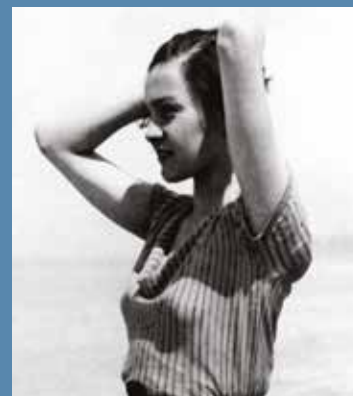
Les Soviétiques sont aussi particulièrement nombreux dans le Sud-Ouest à la fois du fait de leur mobilisation dans les chantiers du mur de l'Atlantique mais aussi parce que s'y trouvent plusieurs unités de l'*Ostlegion* utilisées dans la répression des maquis. Les évadés des camps de travail et déserteurs de l'armée sont intégrés dans les maquis locaux qui se multiplient à partir du printemps et de l'été 1943. Si les désertions de l'*Ostlegion* restent assez limitées en 1943, elles se multiplient en 1944, surtout après le 6 juin, dès lors que le cours de la guerre bascule définitivement en faveur des Alliés.

On estime qu'au total quatre à cinq mille Soviétiques ont participé à la Résistance. Beaucoup d'entre-eux ne retournent pas après la guerre dans leur pays d'origine où un sort peu enviable



▲ Joseph Bass et Grigory Ritva.

Grigory Ritva (à droite) est un Soviétique engagé de force dans l'armée allemande. Il rejoint le maquis en avril 1944 alors qu'il est cantonné dans le secteur du Puy-en-Velay et devient le commandant du 652^e bataillon soviétique des FTP de la Haute-Loire. À ses côtés se tient Joseph Bass, officier FFI chargé notamment en 1944 de la propagande parmi les soldats de la *Wehrmacht* principalement parmi les soviétiques enrôlés de force.



▲ Princesse Véra Obolensky.

Née à Moscou, secrétaire centrale de l'OCM, Véra Obolensky *alias* Vicky est arrêtée le 17 décembre 1943. Incarcérée à Fresnes, elle est transférée à Arras, puis à Berlin où elle est guillotinée le 4 août 1944.

les attendait du fait de leur ancien statut de prisonnier ou de soldat enrôlé dans la *Wehrmacht*. Ils s'installent définitivement en France et y feront leur vie à l'image du géorgien Chalva Yachvili à l'origine d'une incroyable saga familiale dans le milieu du rugby. Combattant de l'armée rouge fait prisonnier à Stalingrad par les Allemands qui l'enrôlent de force dans la *Wehrmacht*, Chalva déserte et intègre en 1944 le maquis de Dordogne. Il reste dans la région après la guerre. Sa pratique du rugby lui permet de s'intégrer localement et de donner naissance à une lignée de rugbymen célèbres. Son fils Michel et son petit-fils Dimitri s'illustreront au club de Brive et seront tous deux internationaux membres du quinze de France. ■

La Nueve : des Espagnols dans la France libre

Par Frantz Malassis

Les Forces françaises libres (FFL) comptent dans leurs rangs environ 2 800 étrangers, soit un peu plus de 5 % de ses effectifs. Parmi les cinquante nationalités que l'on retrouve chez les Français libres étrangers ⁽¹⁾, les Espagnols constituent la nationalité majoritaire avec 480 engagés ce qui représente 17 % des volontaires étrangers ⁽²⁾.

L'engagement des Espagnols au sein des FFL correspond globalement à deux grandes périodes de recrutement : l'entrée en guerre et le débarquement allié en Afrique du Nord.

Lors de la déclaration de guerre en septembre 1939, plus de 3 000 républicains espagnols qui se sont réfugiés en France lors de la *retirada* souhaitent s'engager dans l'armée française comme volontaires. Comme la plupart des étrangers venus en France pour fuir les régimes autoritaires et totalitaires, ces Espagnols désirent poursuivre le combat contre le fascisme et le nazisme. Toutefois, le haut commandement de l'armée française se méfie de ces hommes fortement politisés. De ce fait ils sont rassemblés dans la Légion étrangère lorsqu'ils ne sont pas internés dans des camps comme « *étrangers indésirables* ». C'est ainsi que fin mars 1940 est constituée la 13^e demi-brigade de la Légion étrangère (13^e DBLE) qui compte dans ses rangs environ 350 républicains espagnols. Après avoir vaillamment combattu en Norvège, la 13^e DBLE débarque à Portsmouth le 21 juillet 1940 où la majorité des Espagnols se rallie aux FFL pour reprendre la lutte contre les forces de l'Axe en Erythrée puis en Libye.

En 1943, quelques mois après le débarquement allié en Afrique du Nord, l'armée d'Afrique entre dans la guerre. Comme beaucoup d'étrangers, les républicains espagnols enfermés jusqu'alors par Vichy dans des camps d'internement en Algérie ou au Maroc s'engagent dans les nouvelles unités en formation et notamment dans le Corps franc d'Afrique. Début 1943, ils participent à la campagne de Tunisie contre l'*Afrika Korps* aux côtés des unités de la 13^e DBLE arrivées de Libye.

La formation de la Nueve

Après la campagne de Tunisie, la plupart des Espagnols ralliés en Afrique du Nord rejoignent la 2^e Division blindée (2^e DB) du général Leclerc où ils sont particulièrement nombreux dans la 9^e compagnie du 3^e bataillon du régiment de marche du Tchad. Surnommée la *Española* ou la *Nueve* – terme qui désigne le chiffre 9 en espagnol – cette compagnie ne comptait pas moins de 146 Espagnols sur un total de 160 hommes. Elle est placée sous le commandement du capitaine français Raymond Dronne et du lieutenant espagnol Amado Granell.

Bien que les soldats de la *Nueve* fassent partie intégrante de l'armée française, certains « privilèges » leur sont accordés. Ils sont autorisés à arborer le drapeau de la Seconde République espagnole sur

leurs uniformes comme sur leurs véhicules de combat. En outre, l'espagnol est la langue utilisée par les hommes de la compagnie qui surnomment Philippe Leclerc de Hauteclocque *el Patrón*.

En septembre 1943, la *Nueve* comme l'ensemble de la 2^e DB, est transférée à Rabat (Maroc) où elle reçoit un équipement américain. Les Espagnols donnent alors à leurs jeeps, à leurs *half-tracks* et à leurs chars des noms rappelant pour la plupart la guerre d'Espagne comme Madrid, Guernica, Teruel, Ebro, Guadalajara, Brunete, Amiral Buiza, Santander et Belchite.

La Nueve dans la Libération de la France

La division Leclerc gagne la Grande-Bretagne pour débarquer le 1^{er} août 1944 sur la plage d'Utah Beach située à Saint-Martin-de-Varreville (Manche). La *Nueve* est engagée dans les combats de la bataille de Normandie. Elle participe à la libération d'Alençon et combat en avant-garde de la division à Ecouché (Orne) du 13 au 18 août pour faire face aux contre-attaques allemandes.

L'heure de gloire de la *Nueve* survient lors de la libération de Paris. Le 24 août 1944 dans la soirée, la colonne Dronne, composée notamment de onze *half-tracks* de la *Nueve* accompagnés de trois chars du 501^e Régiment de Chars de combat, est envoyée comme avant-garde par le général Leclerc pour avertir les insurgés parisiens de l'arrivée imminente de la 2^e DB. Les Espagnols de la section du lieutenant Amado Granell sont les premiers à gagner le centre de Paris en venant se poster en renfort des FFI devant l'Hôtel de Ville peu avant 21 h 30. C'est aussi cette compagnie d'élite qui est choisie par le général Leclerc pour former l'escorte personnelle du général de Gaulle lors de sa descente des Champs-Élysées le 26 août 1944.

Avec la 2^e DB, la *Nueve* poursuit ensuite sa marche libératrice marquée par l'entrée dans Strasbourg le 23 novembre 1944 et par la prise du Berghof à Berchtesgaden, le 5 mai 1945. À cette date, les pertes de la 9^e compagnie s'élèvent à 35 morts et 97 blessés.



Le half-track « Guernica » un des véhicules de la Nueve.

Il assure l'escorte personnelle du général de Gaulle lors du défilé du 26 août 1944 à Paris.

Il ne reste alors plus que seize Espagnols actifs dans la *Nueve*. Ces chiffres à eux seuls démontrent la valeur opérationnelle et l'engagement sans faille de la *Nueve*. Dans une lettre du 1^{er} janvier 1945, le capitaine Dronne rend hommage au courage de ces soldats qui ont combattu sous ses ordres : « *Les Espagnols se sont remarquablement battus. Ils sont délicats à commander mais ils ont énormément de courage et une grande expérience du combat.* »

Des hommages tardifs

L'historiographie française a longtemps sous-estimé l'importance de la *Nueve* dans la libération de Paris, considérée comme un événement purement français. Il faut attendre les commémorations du soixantième anniversaire de la libération de Paris en 2004 pour que

la municipalité rende un hommage officiel aux Espagnols de la division Leclerc. Le Conseil de Paris décide alors la création de la « Voie de la Libération ». Cette route historique, qui part de la Porte d'Italie pour rejoindre l'Hôtel de Ville, rappelle aux passants l'itinéraire suivi le 24 août 1944 par la colonne du capitaine Dronne de la 2^e DB, en apposant sur tout le parcours onze médaillons en bronze en dessous desquels des plaques en marbre rendent hommage « *aux républicains espagnols composante principale de la colonne Dronne* ». Cette reconnaissance publique se poursuit quelques années plus tard. En 2015, la ville de Paris baptise le jardin de l'Hôtel de Ville « Jardin des combattants de la *Nueve* » qui devient un lieu de commémoration officielle chaque 24 août tandis

qu'en 2017, la ville de Madrid inaugure un jardin municipal et une place en honneur des combattants de la *Nueve*. ■



Une étape de la « Voie de la Libération » située quai de l'Hôtel de ville à Paris (IV^e).

Photo Frantz Malassis

(1) Chiffres publiés par Jean-François Muracciole dans la notice « Les étrangers dans les FFL » in *Dictionnaire de la France libre* sous la direction de François Broche et Jean-François Muracciole, Paris, Robert Laffont, 2010, pp.554-556.

(2) Jean-François Muracciole, *Les Français libres. L'autre Résistance*, Paris, Tallandier, 2009, p. 50.

Actualités du département AERI

Actualités du musée de la Résistance en ligne

Le Musée de la Résistance en ligne poursuit son enrichissement par la préparation de nouvelles expositions virtuelles bientôt accessibles.

L'année 2021 a été marquée, comme les années précédentes, par une augmentation du nombre de visiteurs sur le site, signe de la qualité des travaux proposés. Si l'on compare la fréquentation du site en 2021 à celle de l'année 2020, nous constatons une évolution de 9 à 11 % du nombre d'utilisateurs, de visites ou encore du nombre de pages vues. En effet, en 2021, le Musée de la Résistance en ligne a reçu 424 712 visites (soit une moyenne de 27 309 visites par mois), 327 714 visiteurs et 1 861 591 pages ont été consultées. La « base personnes » reste la rubrique la plus consultée avec près de 27 % des visites du site.

87 % des visites proviennent de France et 13 % du reste du monde dont la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, les États-Unis et la Grande-Bretagne pour les principaux.

Le premier trimestre de l'année 2022 est consacré à la finalisation de la relecture et des corrections de l'exposition virtuelle « **Juifs, résistants et combattants** ». Rappelons que cette exposition virtuelle composée de près de 300 notices rédigées par une quinzaine d'auteurs vise à évoquer l'implication des résistants juifs dans la lutte armée, que ce soit au sein des organisations juives de résistance telles que l'Armée juive ou dans les

groupements composés en grande partie de résistants juifs tels que certains détachements FTP-MOI. Les principaux fonds utilisés pour la réalisation de cette exposition sont ceux du mémorial de la Shoah, des Archives nationales, du Service historique de la Défense, du musée de la Résistance nationale à Champigny-sur-Marne mais également du musée de l'Holocauste à Washington ou de Yad Vashem à Jérusalem.

La mise en ligne de l'exposition prévue en juin 2022 fera l'objet d'une présentation le jeudi 30 juin 2022 à l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris. De plus amples informations vous seront communiquées dans une prochaine lettre d'information électronique. Pour s'y abonner, un lien est disponible sur notre site internet ainsi que sur la page d'accueil du musée de la Résistance en ligne.

L'exposition virtuelle « **Eysses une prison en Résistance** » a bénéficié d'une refonte permettant de rendre à nouveau accessible la visite virtuelle des lieux historiques de cet établissement pénitentiaire où furent détenus plus de 1 400 résistants. Cette visite virtuelle ne fonctionnait plus suite à l'abandon de flash par Adobe. Nous en avons profité pour ajouter une fonctionnalité permettant



Couverture de la brochure *L'Ardèche martyre*.

d'effectuer cette visite *via* un smartphone avec un casque de réalité virtuelle, ce qui rend cette expérience d'autant plus stimulante pour les plus jeunes.

Enfin, signalons que notre équipe ardéchoise animée par Alain Martinot, Jean-Louis Issartel et Pierre Bonnaud alimente régulièrement avec de nouvelles notices l'exposition virtuelle en cours de réalisation, « **La Résistance en Ardèche : mémoire et histoire** », dont la mise en ligne est prévue dans le courant du 1^{er} semestre 2022. ●

FB

Suite de la rubrique Activités du département recherche et pédagogie de la page 4 ➡

Les formations académiques

Du 10 au 12 décembre 2021, le centre d'histoire de la Seconde Guerre mondiale de La Coupole à Helfaut (Pas-de-Calais), a organisé des journées de commémoration et de conférences autour du *Livre des 9 000 déportés de France au camp de Mittelbau-Dora* dirigé par Laurent Thiery et édité aux éditions du Cherche-Midi en 2021. Ces journées ont été l'occasion de remettre des dictionnaires biographiques aux familles, de rencontrer des partenaires, mais elles ont aussi permis à la Fondation de présenter la formation « Résistance et récit radiophonique » conçue par Céline Thiery du Clémi-Normandie, et Hélène Staes de la Fondation. Hélène Staes a également présenté *La Lettre de la Fondation de la Résistance* consacrée au sixième anniversaire du Concours national de la Résistance et de la Déportation (n° 106, septembre 2021) en rappelant le rôle essentiel que joue la Fondation depuis sa création dans le déroulement du concours.

La formation académique interdisciplinaire « Création radiophonique et mémoires » a

enfin pu avoir lieu dans l'académie de Lille à La Coupole les 13 et 14 décembre 2021 grâce à la confiance de Stéphane Henry, IA-IPR référent mémoire et citoyenneté de l'académie de Lille, et différents partenaires (La Coupole, le Service historique de la Défense de Caen, le Clémi-Normandie et la Fondation de la Résistance). Dix-huit enseignants d'histoire-géographie, de lettres, de lettres-histoire, de langues et des professeurs documentalistes ont travaillé durant ces deux jours sur des dossiers administratifs de déportés des départements du Nord et du Pas-de-Calais pour en extraire des thématiques qui leur ont permis de réaliser une émission radiophonique dans les conditions du direct. Les productions sonores qui ont été réalisées depuis 2017 au cours de ces formations dans différentes académies sont consultables sur le Musée de la Résistance en ligne.

D'autres formations académiques interdisciplinaires, « Résistance, répression, écriture » (académie de Versailles) et « Résistance et récit radiophonique » (académie de Normandie,



© La Coupole

Laurent Thiery (La Coupole), Hélène Staes (Fondation de la Résistance), Alain Alexandra (Service historique de la Défense) et Céline Thiery (Clémi-Normandie), partenaires de la formation « Résistance et récit radiophonique » dans les académies de Lille et de Normandie.

et inter-académique Paris-Créteil-Versailles), avaient été programmées au début de l'année 2022. Elles ont dû être reportées au printemps 2022 avec l'accord de tous les partenaires en raison de la crise sanitaire. ●

HS

À lire

Parmi les livres reçus nous choisissons quelques titres qui nous ont particulièrement intéressés et dont nous vous conseillons la lecture. Vous pouvez retrouver d'autres comptes-rendus de lecture sur notre site www.fondationresistance.org à la rubrique « Nous avons lu ».

La Résistance allemande et autrichienne en France d'après sa presse clandestine.

Cécile Denis.

Paris, L'Harmattan, 2021, 315 p. 33 €

Version remaniée d'une thèse de doctorat en études germaniques réalisée sous la direction d'Hélène Camarade et soutenue en 2018 à l'Université Bordeaux-Montaigne, cet ouvrage lève un voile sur un sujet qui reste peu connu et peu traité de la part des historiens de la période, le rôle joué dans la Résistance par les militants antinazis allemands réfugiés en France avant la guerre pour fuir le régime d'Hitler. Le travail de Cécile Denis permet de défricher ce champ pionnier de la résistance germanophone en France pendant la Seconde Guerre mondiale grâce à l'étude des tracts et journaux qui ont été produits dans ce cadre. Grâce à des recherches dans les archives en France, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas, l'auteure parvient également à saisir les trajectoires et les identités de ces militants allemands et autrichiens qu'elle évalue à 500. Son travail permet de comprendre comment se développait cette propagande destinée à déstabiliser les troupes allemandes en diffusant des messages appelant à la désertion, au sabotage ou au soutien à la



Résistance française. Mais l'intérêt de la démarche de Cécile Denis consiste surtout à comparer les stratégies et le contenu des messages diffusés par trois organisations différentes : les organisations communistes alignées sur Moscou (le Travail Allemand, le Front autrichien de la Liberté et le Comité Allemagne libre pour l'Ouest – Calpo) qui font l'objet de la première partie de l'ouvrage, un groupe de communistes autrichiens dissidents de la Troisième Internationale, les *Revolutionäre Kommunisten* (RK) qui font l'objet de la seconde partie et les groupes trotskystes qui font l'objet de la troisième partie. En dépit de certaines similitudes et bien que combattant un ennemi commun, ces trois groupes qui ne recherchaient pas les mêmes objectifs ont connu des existences parallèles voire concurrentes. Tandis que les communistes « orthodoxes » cherchaient à renverser le régime nazi pour rétablir les structures étatiques traditionnelles et accroître l'influence soviétique en Europe occidentale, les RK et les trotskystes souhaitaient réaliser une fois la guerre terminée une véritable révolution qui permettrait de détruire tous les fondements des sociétés traditionnelles sur un plan économique mais aussi social. ●

Fabrice Grenard



Coll. familiale

Hommage à René Joffrès (1920-2021)

Né à Foix (Ariège) le 24 juin 1920, René Joffrès est issu d'une famille républicaine. Vivant en Ariège, département proche de la frontière, René Joffrès et toute sa famille sont sensibles au drame des réfugiés républicains espagnols internés dès leur arrivée en France. Cette situation leur étant intolérable, ils les aident en les soustrayant aux autorités françaises pour les cacher dans des familles d'accueil.

En juillet 1939, René Joffrès est admis à l'École nationale supérieure des Arts et métiers d'Aix-en-Provence pour devenir ingénieur. Il n'est pas incorporé en 1940 et poursuit ses études jusqu'en juillet 1942. Alors stagiaire à la Société nationale de construction aéronautique du Sud-Est à Toulouse, il devient membre du mouvement de Résistance Libérer et Fédérer. Comme il rentre chaque semaine à Foix chez ses parents, on lui confie des courriers mais surtout des personnes à convoier depuis Toulouse. À partir de novembre 1942, cette activité de passage devient plus périlleuse. Manquant à deux reprises d'être arrêté, il se réfugie à Foix où son mouvement décide de lui faire passer la frontière pour qu'il rejoigne l'Afrique du Nord *via* l'Andorre et l'Espagne. Arrivé en Andorre, le 28 mars 1943, il est interpellé et interné à la prison franquiste de Lérida jusqu'au 7 juillet. Déterminé à rejoindre la France libre, René Joffrès simule une crise d'appendicite pour être admis à l'hôpital en dehors de prison où il pense avoir plus de chance de s'évader. Il y rencontre un père jésuite français, qui le fait libérer pour rejoindre Barcelone où les *gadzarts*, le prennent en charge et lui facilitent la poursuite de son périple. Le 14 juillet 1943, il quitte Barcelone pour rejoindre le port portugais de Setúbal où il

embarque avec d'autres évadés de France pour le Maroc. Débarqué à Casablanca, il gagne Alger, puis Damas. Le 16 août 1943, René Joffrès y intègre l'équipe du colonel Lionel de Marmier chargé d'organiser les Lignes aériennes au Moyen Orient des FAFL. Début 1944, alors que le colonel de Marmier est nommé commandant du réseau central des transports aériens militaires à Alger, René Joffrès quitte Damas à bord de camions chargés du matériel nécessaire à l'entretien de six avions *Lockheed* qui allaient rejoindre l'aérodrome algérois de Maison blanche.

Le 23 mars 1944, René Joffrès est nommé à l'état-major particulier du général de Gaulle à la villa des Glycines à Alger. À ce poste, il est témoin des rivalités entre les officiers gaullistes et ceux des milieux giraudistes. Ses qualités d'ingénieur l'amènent à travailler à des améliorations techniques et à assurer la maintenance des avions de liaison qui permettront de rapatrier en France un certain nombre de personnalités au moment de la Libération. Le 17 août 1944, c'est à bord de l'un de ces appareils piloté par Lionel de Marmier que le général de Gaulle décolle d'Alger pour se poser à Maupertuis (Calvados) lui permettant d'arriver assez tôt en France pour maîtriser les dernières décisions comme l'envoi de la 2^e DB sur Paris.

Démobilisé à l'été 1945, de retour en France, René Joffrès reprend ses activités d'ingénieur aéronautique. Après sa vie professionnelle, il s'investit dans les associations issues de la Résistance. En 1986, il rejoint l'Union départementale des Combattants volontaires de la Résistance du Maine-et-Loire puis devient trésorier de la Confédération nationale des Combattants volontaires de la Résistance (CNCVR). En 2005, il joue un rôle actif dans l'intégration à la Fondation de la Résistance de la CNCVR laquelle avait décidé d'entreprendre sa liquidation tout en prolongeant sa mémoire au travers de la Fondation. Vice-président de la Fondation de la Résistance, René Joffrès était également président de son Comité d'animation et de suivi qui permettait aux associations membres de faire des propositions sur les orientations de la Fondation. ●

Christine Levisse-Touzé, historienne et Frantz Malassis

La reprise des Rencontres dédicaces à Paris

Après plusieurs mois d'interruption en raison de la crise sanitaire, l'Association des Amis de la Fondation de la Résistance a repris son cycle traditionnel de Rencontres et dédicaces à Paris. Ces conférences-débats permettent à un large public de rencontrer des historiens de la Résistance.

Le 16 décembre dernier, dans les salons de la Fondation de la Résistance, l'historienne Claire Andrieu a donné une conférence pour présenter son dernier ouvrage *Tombés du ciel. Le sort des pilotes abattus en Europe, 1939-1945* (éditions Tallandier/ministère des Armées, 2021).

Ce livre passionnant interroge le comportement des civils à l'égard des pilotes tombés au sol dans trois pays : la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Il constitue un tournant historiographique majeur en revisitant totalement la place des civils dans la guerre et en offrant une vision renouvelée des cent mille hommes « tombés du ciel » sur une terre ennemie.

La moitié de ces aviateurs perdront la vie et un peu moins de l'autre moitié connaîtront et subiront les réactions très différentes des populations civiles. Seulement 10 % de ces hommes échappent à la capture. Tombant de manière inopinée parmi les civils, l'aviateur pénètre bien involontairement comme par effraction au cœur de sociétés en guerre très diverses.

Constituant une première forme de résistance à l'occupant nazi, les Français occupés ont



©Tallandier/ministère des Armées



Une vitrine présentant des objets et documents historiques évoquant l'exfiltration des aviateurs alliés.

Photo Maurice Bleicher

aidé pour partie les pilotes alliés à rejoindre l'Angleterre.

De leur côté, les Anglais dans leur grande majorité ont fait prisonniers les aviateurs de la *Luftwaffe* avec une certaine civilité « très britannique ».

À l'inverse, les Allemands ont lynché très tôt Anglais et Américains tombés sur la terre allemande. À partir de 1943, au moment où se profilait la défaite du III^e Reich le pouvoir nazi « encouragea à une vengeance populaire » à l'encontre de ces infortunés aviateurs.

Nous entraînant, grâce à des archives et des témoignages inédits, dans les campagnes et les villes françaises, anglaises et allemandes, Claire Andrieu montre avec précision la diversité

des attitudes des civils à l'égard des aviateurs abattus et réinterroge le rôle de l'engagement des civils dans la guerre.

En accompagnement de la conférence de Claire Andrieu, Maurice Bleicher, nouvel administrateur de MER, a présenté une exposition d'objets et de documents historiques issus de ses collections personnelles évoquant l'exfiltration des aviateurs alliés. Des cartes d'évasion en soie, des insignes d'amicales de réseaux d'évasion mais surtout des photographies, une fausse carte d'identité et le livret de vol d'un pilote anglais abattu en France, ont permis d'incarner le parcours d'un de ces aviateurs aidés par des *helpers* français. ●

Jean Novosseloff

Deux expositions à disposition des délégués de la Fondation de la Résistance

La Fondation de la Résistance a réalisé deux expositions itinérantes qu'elle tient à la disposition des délégués des Amis de la Fondation de la Résistance : « Les femmes dans la Résistance » et « La médaille de la Résistance française ».

Ainsi, durant le premier trimestre 2022, Michèle Soult, déléguée des Amis de la Fondation de la Résistance en Charente, a fait circuler l'exposition « Les femmes dans la Résistance » dans son département où elle a été présentée à Baignes-Sainte-Radegonde, Chasseuil-sur-Bonnieure, Confolens, La Couronne, Jarnac, la Maison familiale et rurale La Péruse.

Pour plus d'informations, consultez la rubrique « Expositions » du site internet de la Fondation de la Résistance www.fondationresistance.org



Michèle Soult

Hommage au dernier Français Libre de l'Hérault



Coll. famille Valette

Le 11 décembre dernier, à l'occasion de la projection à Montauban du film de Gabriel Le Bomin *De Gaulle* (2020), Robert Badinier, délégué de MER pour l'Hérault a rendu hommage à Henri Valette, dernier Français libre du Tarn-et-Garonne décédé en 2009 en recueillant le témoignage de son fils Bernard.

En mars 1943, Henri Valette s'est engagé à l'âge de 17 ans et huit mois dans cette grande aventure du combat pour la France.

Les Français libres étaient devenus la « France combattante ». De Madagascar, cette terre lointaine où il vivait auprès de ses parents à Tananarive, il a répondu à l'appel de l'homme du 18 juin, le général de Gaulle. Il embarqua à Diégo-Suarez. De 1943 au 8 mai 1945, embarqué sur un aviso colonial, le *Savorgnan de Brazza*, il combattit dans l'Océan pacifique et l'Océan indien contre le Japon.

De 1945 à décembre 1946, il participa à cette terrible guerre d'Indochine où il perdit de nombreux compagnons d'armes.[...].

Il fut démobilisé le 6 mars 1947 avec le grade de quartier-maître et se retira à Bioule où il était né. Il y vécut jusqu'à son dernier souffle, le 25 juillet 2009. Le dernier Français libre du Tarn-et-Garonne disparaissait. Mon père, comme tous ces « Français

libres » qui se sont rassemblés autour du général de Gaulle n'avait comme seul but que de chasser l'occupant et remettre la France dans le camp des vainqueurs. Cet objectif fut accompli avec ses camarades de la Résistance intérieure. ●

Bernard Valette

Adhésion :

Merci de votre soutien financier qui permet à l'association de poursuivre ses activités partout en France.

Cotisation minimum 30 €

Association des Amis de la Fondation de la Résistance – Mémoire et Espoirs de la Résistance

Place Marie-Madeleine Fourcade, 16-18 place Dupleix – 75015 Paris

Courriel : memoresist@m-e-r.org
site internet : www.memoresist.org
Tél. : 01 45 66 92 32

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire 2020-2021

En 2021, treize photographies ont été adressées au jury du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire qui a décerné trois prix à l'occasion de cette vingt-troisième édition.

Le Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a été créé en 1998 par la Fondation de la Résistance dans le sillage du Concours national de la Résistance et de la Déportation (CNRD) dont le thème d'alors proposait aux élèves d'étudier des lieux de Mémoire⁽¹⁾. L'idée initiale était de permettre aux candidats du CNRD de valoriser leurs productions photographiques réalisées à cette occasion. Depuis, ce concours, unique en son genre, offre aux élèves la possibilité de photographier des lieux de mémoire, situés en France ou à l'étranger, relatifs à la Résistance intérieure et extérieure, à l'internement et à la Déportation. Par la maîtrise de la photographie et la rédaction d'un texte explicatif, les candidats expriment leur sensibilité à l'égard des aspects artistiques et architecturaux de ces plaques, stèles et monuments. Son jury est composé d'iconographes, d'historiens, de conservateurs de musées et de représentants d'institutions et d'associations de mémoire et d'histoire.

En vingt-trois ans, ce concours, véritable formation à l'éducation à l'image, a permis à près de 800 collégiens, lycéens et apprentis de montrer les liens tangibles qui unissent leur génération à cette « mémoire de pierre », héritage légué bien souvent par des résistants et des déportés. Conscient de l'intérêt pédagogique et des leçons civiques que peuvent en tirer les élèves, le jury multiplie les actions pour promouvoir activement ce concours. La Direction des Patrimoines, de la Mémoire, et des Archives (DPMA-ministère des Armées) et de l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG) ont largement diffusé les informations invitant les enseignants du secondaire à y participer.

Néanmoins, pour la deuxième année consécutive, la période de confinement que nous avons connue au printemps 2021 a réduit drastiquement la participation des candidats à ce concours. Comme tous les voyages pédagogiques, ceux à destination des lieux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale ont été annulés durant cette période. Or, c'est précisément lors de ces séjours que la grande majorité des élèves prennent les photographies qu'ils soumettent au jury. C'est la raison pour laquelle, pour la session 2020-2021, celui-ci n'a reçu que treize travaux. Malgré tout, face à l'implication des enseignants et des élèves durant cette période singulière, l'ensemble du jury a décidé d'organiser une réunion à distance pour examiner les travaux reçus⁽²⁾ et désigner les lauréats. Si cette année aucune des photographies n'était accompagnée de poèmes, comme ce fut le cas dans le passé, plusieurs élèves ont été émus de ressentir une relative indifférence des passants devant les plaques, stèles et monument qu'ils découvraient. ●

FM

(1) Le thème du CNRD 1998-1999 était : « Des plaques, des stèles, des monuments évoquent le souvenir des actions de résistance et la mémoire des victimes des persécutions et des répressions de la période 1940 à 1945. Recherchez et commentez l'histoire de ces femmes, de ces hommes, de ces enfants ».

(2) Le jury a examiné treize photographies provenant de treize candidats issus de deux établissements scolaires (un lycée général et un collège). On comptait parmi eux douze collégiens et un lycéen.



Photo Jeanne Bluzat

Le **premier prix** du Concours de la meilleure photographie d'un lieu de mémoire a été décerné à **Jeanne BLUZAT, élève de troisième au collège Pierre de Ronsard à Saint-Maur-de Fossés (Val-de-Marne)** pour sa composition prise du monument du Mémorial national du camp de Drancy réalisé en 1976 par l'ancien déporté Shelomo Selinger.

Cette candidate a accompagné sa création d'explications historiques et de réflexions que lui inspira ce lieu. « Trois blocs de granit rose de trois mètres de haut sont posés sur une butte pavée. Sur le bloc central, dix personnages sculptés renvoient à l'horreur de la déportation. De face, je distingue les visages d'un couple et des têtes renversées dans des flammes qui illustrent la mort et l'holocauste. Au dos, j'aperçois la représentation touchante d'une femme tenant un enfant dans ses bras en souvenir des 1 500 000 enfants juifs arrachés à leur mère. Sur les deux blocs latéraux, symbolisant les portes de la mort, je lis l'inscription : "Ce monument témoigne des martyrs juifs de France victimes de la barbarie nazie. Passant, recueille-toi et n'oublie pas" qui rend hommage aux victimes. En arrière-plan, un wagon (...) évoque les convois de déportés vers le camp d'Auschwitz. Il est relié à la sculpture par des rails que l'on ne voit pas sur la photographie. J'ai du mal à imaginer comment une centaine de personnes pouvaient s'y entasser avant d'être transférées vers les chambres à gaz. Cette reconstitution m'émeut et me fait froid dans le dos. Derrière la sculpture, la présence du bâtiment blanc de la cité de la Muette, est étonnante car il contraste avec le granit rose de la sculpture. Réquisitionné en 1940 par les nazis, cet endroit témoigne de la barbarie humaine. Aujourd'hui, monument historique, c'est à la fois un lieu de mémoire et un lieu de vie. »

Les deuxième et troisième prix sont venus récompenser respectivement :

- **Albane LAFFEACH**, élève de terminale au lycée Pierre Corneille à Rouen (Seine Maritime) pour son cliché intitulé « Un silence tonitruant » pris au lieu-dit La maison hantée à Bonsecours (Seine Maritime). C'est en ce lieu qu'a été exécuté Étienne Achavanne, premier fusillé de la Résistance intérieure le 4 juillet 1940.

- **Doua BOUSSEBOU**, élève de troisième au collège Pierre de Ronsard à Saint-Maur-de Fossés (Val-de-Marne) pour son photomontage réalisé à partir du monument aux morts de Fenain (Nord).

Vous pouvez retrouver toutes les photographies primées ou ayant obtenu une mention depuis 2001 ainsi que le règlement de ce concours sur le site de la Fondation de la Résistance www.fondationresistance.org à la rubrique « Actions pédagogiques »/ « Concours de la meilleure photo »